I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Relevé de décisions de la réunion du 26 mars 2015	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 1^{er} avril 2015
----------------	---	--

<u>Objet de la réunion</u> :	Examen des points à l'ordre du jour de la réunion
<u>Réunion organisée par</u> :	Jean-Paul SEMPE (Président) et Thierry FABIAN (Secrétaire)
<u>Lieu et horaires de la réunion</u> :	le 26 mars 2015 de 10h00 à 13h00

<p><u>Participants</u> :</p> <p>Commission Boissons Spiritueuses : MM. Jean-Bernard de LARQUIER, Yves DIETRICH, Vincent GÉRÉ, Gilles LEIZOUR, Florent MORILLON, Cyril PAYON et Jean-Paul SEMPE (Président).</p> <p>Administrations : Mmes Malika EL KRAYASS (DGCCRF), Stéphane RANCHOUX (DGDDI) et M. Pierre Adrien ROMON (DGPAAT).</p> <p>Experts-Invités : Mme Janine BRETAGNE (BNIC) et MM. Sébastien LACROIX (BNIA), Vincent MARTIN (FFS).</p> <p>Agents de l'INAO : MM. Thierry FABIAN, Arnaud FAUGAS et Philippe HEDDEBAUT.</p> <p>Excusés : Mmes Claudine NEISSON-VERNANT, Catherine LEPAGE, Carole PIMBEL, MM. Philippe BIAU, Gérard BOESCH, Quentin GUYONNET-DUPERAT et Benjamin NARDEUX.</p>	<p><u>Diffusion du Relevé de décisions à</u> :</p> <p>La commission nationale boissons spiritueuses Participants INAO : Directeur adjoint, D.T.</p>
--	--

<p><u>Repères et alertes</u> : La Commission a pris connaissance de différentes informations provenant de la Commission Européenne (COM). Elle s'est félicitée de ce que la mise en place d'une norme sur le carbamate d'éthyle ait été abandonnée mais s'inquiète de voir le système national de l'appellation d'origine remis en cause. La Commission boissons spiritueuses a examiné les projets de réponse aux questions de la COM sur la demande de reconnaissance en IG de l'Absinthe de Pontarlier. Ce travail constitue un aperçu du travail qui attend les membres de la Commission boissons spiritueuses ces prochains mois à propos des éventuelles questions relatives aux 53 fiches techniques déposées avant le 20 février. D'ici là, il est important que les plans de contrôle soient approuvés et que la reprise des stocks élaborés antérieurement soit réalisée dans de bonnes conditions. Il sera également nécessaire d'abroger tous les textes relatifs aux AOR et aux appellations de rhums.</p>
<p><u>Réunion suivante</u> :</p> <p>Date, horaires et lieu : le 8 juin, de 10h00 à 13h00 à Montreuil <i>Participants prévus : Membres de la Commission eaux-de-vie, agents INAO</i></p> <p>ORDRE DU JOUR PREVISIONNEL : A DETERMINER EN FONCTION DE L'ACTUALITE</p>

I N A O	Commission Nationale Boissons Spiritueuses Relevé de décisions de la réunion du 26 mars 2015	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 1er avril 2015
----------------	---	---

I ORDRE DU JOUR DE LA REUNION PASSEE

POINT DE L'ORDRE DU JOUR	RESULTAT
Introduction	Le Président SEMPE souhaite la bienvenue à Stéphane RANCHOUX de la DGDDI qui suivra les travaux de la commission nationale et à Malika EL KRAYASS de la DGCCRF qui remplace Benjamin NARDEUX et Quentin GUYONNET-DUPERAT
Relevés de décision de la réunion du 8 décembre 2014	Aucune remarque n'ayant été apportée, le relevé de décision est approuvé.
Suites des décisions du Comité National relatives à la révision des cahiers des charges et à la reconnaissance de nouvelles IG ou AOC de Boissons Spiritueuses	<p>La Commission a pris connaissance de l'état d'avancement des plans de contrôle ainsi que des modalités envisagées pour la reprise des stocks. Il est important que les ODG accompagnent les opérateurs dans cette procédure qui est extrêmement importante pour les IG d'eaux de vie. En effet, la reprise n'a lieu qu'une fois et tout stock qui ne serait pas revendiqué à une reprise en IG ne pourrait plus être utilisé seul ou en mélange avec l'IG. Il est donc important qu'un inventaire précis et exhaustif soit réalisé, si possible avant la prochaine campagne de distillation. Ce délai doit donc être mis à profit pour réaliser cet inventaire.</p> <p>La Commission a examiné plus particulièrement le cas des rhums des Antilles dont une partie de la production 2015 a été produite sous l'ancien statut d'Appellation d'Origine et une autre dans le cadre de l'IG. L'ODG souhaite pour simplifier la gestion des stocks faire basculer l'Appellation d'Origine vers l'Indication Géographique à la fin de la campagne et plus précisément au mois de juillet afin de ne pas avoir à gérer, au sein d'une même campagne, des assemblages de lots sous deux signes différents.</p> <p>La DGPAAT reconnaît la complexité pour les opérateurs de traiter des produits sous deux statuts mais souligne que les arrêtés d'homologation des cahiers des charges indiquent que c'est la date de leur publication qui fixe la limite entre les productions sous statut antérieur (AO ou AOR) et les productions sous IG.</p> <p>L'INAO indique qu'actuellement les plans de contrôle des IG rhums sont encore loin d'être en vigueur. De ce fait aucun contrôle du cahier des charges ne sera effectué sur cette campagne aux Antilles. Par ailleurs le décret de 1988 relatif aux appellations d'origine de rhums n'étant pas abrogé, rien ne s'oppose à ce que les professionnels continuent pour le moment d'étiqueter leur production avec cette mention, d'autant plus que la mention « indication géographique » n'est pas obligatoire.</p> <p>La Commission boissons spiritueuses a pris connaissance de l'avancement de l'approbation des plans de contrôle et s'inquiète du nombre important de cahier des charges de boissons spiritueuses qui ne disposent toujours pas de plan approuvé malgré leur homologation depuis plusieurs semaines. Il s'agit notamment des IG de rhums et des boissons cidricoles dont l'instruction n'a pas encore commencé. Thierry FABIAN a rappelé que la procédure qui prévoit que les cahiers des charges ne peuvent être homologués tant que les plans n'ont pas été approuvés n'a pas pu être respectée. De ce fait il est possible que certaines conditions de production posent des problèmes de contrôlabilité.</p> <p>Enfin la Commission boissons spiritueuses demande que des dispositions harmonisées au niveau national soient prises afin de prendre en compte les stocks d'étiquettes qui ne seraient plus conformes avec les cahiers des charges des nouvelles IG. La DGCCRF et l'INAO vont se concerter en ce sens.</p>
Absinthe de Pontarlier	La Commission Boissons spiritueuses a pris connaissance des questions de la COM et des propositions de réponse élaborées par l'ODG en concertation avec l'INAO.

I N A O	Commission Nationale Boissons Spiritueuses Relevé de décisions de la réunion du 26 mars 2015	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 1er avril 2015
----------------	---	---

	<p>Pierre Adrien ROMON indique que du fait de la nécessité de modifier le cahier des charges sur quelques points, il a été décidé de ne répondre à la COM qu'à l'issue d'une PNO sur ces modifications de 15 jours. Pour cela, la DGPAAT a demandé à la COM, un délai de réponse supplémentaire puisque celui-ci avait été fixé initialement au 13 avril ce qui ne permettait pas le déroulement de cette procédure. Cette PNO de 15 jours a été décidée lors de la Commission Permanente du 25 mars 2015.</p> <p>A propos des réponses aux questions de la COM, M. PAYON souligne au sujet de la mise en bouteille sur le site de distillation que d'une part les précipitations liées au froid se font moins facilement en cuves qu'en bouteilles et également que si le précipité disparaît lorsque la température se réchauffe, il n'en demeure pas moins que le produit a évolué au plan physico-chimique et peut être organoleptique.</p> <p>La Commission a approuvé les propositions de réponses aux questions de la Commission Européenne ainsi que les modifications du cahier des charges qui seront mises en PNO.</p>
<p>Informations communautaires (Suites des Comités Européens des Boissons Spiritueuses du 12 janvier et du 20 mars 2015 et de la réunion du 30 janvier)</p>	<p>La Commission a pris connaissance du nombre de fiches techniques transmises au 20 février par les Etats Membres (244) et du nombre d'IG (88) pour lesquelles aucune fiche technique n'a été transmise. A noter que 3 pays disposant d'IG enregistrées n'ont présenté aucune fiche technique : il s'agit du Luxembourg (9 IG enregistrées en 2008, dont 8 pour la marque nationale luxembourgeoise), de la Lettonie (3 IG enregistrées en 2008) et du Danemark (1 seule IG enregistrée en 2008) qui rejoignent ainsi Malte qui n'avait fait enregistrer aucune IG en 2008.</p> <p>Sur ces IG qui figurent toujours dans l'annexe III du Règlement 110-2008 mais sans fiche technique, il y a une ambiguïté qui ne sera levée qu'avec la publication d'un nouveau Règlement. En effet comme le prévoit le Règlement 110-2008 (article 20) les IG sans fiche technique transmise perdent leur protection communautaire et, pour les IG françaises de facto leur protection nationale (Article L641-11-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime). Pour autant, personne en dehors de la COM et de l'autorité compétente concernée, n'est informée de l'absence de transmission d'une fiche technique. Cette ambiguïté ne servant à personne, il est possible qu'un nouveau Règlement soit proposé rapidement, avant même l'examen des fiches techniques par la COM.</p> <p>L'examen par la COM des fiches techniques qui ont été transmises va nécessiter du temps mais contrairement au délai maximal d'instruction (1 an) prévu pour les nouvelles IG, le cadre n'est pas précisé pour les IG établies. Il faudra engager un dialogue régulier avec les services de la COM afin d'être informé de leurs questions le plus rapidement possible et de disposer de délais de réponse permettant une mise en PNO au cas où elle serait nécessaire.</p> <p>M. SEMPE souligne la nécessité d'être très réactif lorsque les observations de la COM sur les IG établies vont commencer à arriver et alerte les membres de la Commission Boissons Spiritueuses sur la nécessité de se préparer à étudier d'ici quelques mois ses premières questions.</p> <p>En ce qui concerne les demandes de modifications des dénominations présentées au Comité National du 12 février, la procédure communautaire sera enclenchée au cas par cas ces prochaines semaines en concertation entre les administrations et l'INAO. Par ailleurs se pose également la question du contrôle de la conformité de la dénomination figurant sur l'étiquetage en attendant la réponse de la COM à cette demande de modification. Lorsque l'on sait que les impressions d'étiquetages qui devront pour la plupart être refaites dans les prochains jours correspondent parfois à plusieurs années d'utilisation, il semble important que les ODG puissent être informés le plus tôt possible sur la conformité des différentes dénominations portées sur les étiquetages. La DGCCRF et l'INAO vont se concerter afin de proposer une réponse.</p>

I N A O	Commission Nationale Boissons Spiritueuses Relevé de décisions de la réunion du 26 mars 2015	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 1er avril 2015
----------------	---	---

Projets d'évolution de la réglementation communautaire relative au Carbamate d'éthyle	<p>La Commission a pris connaissance des décisions du Comité "contaminants" lors de la réunion du 02/03/2015 et s'en félicite. Il n'en demeure pas moins que la question de la contamination par le Carbamate d'éthyle constitue un problème important devant faire l'objet d'un travail expérimental.</p>
Projet de décret sur les mentions de vieillissement	<p>La Commission a pris connaissance des réactions de la COM et de deux Etats Membres à la notification du projet de décret.</p> <p>M. LEIZOUR intervient sur la demande de suppression du TAV maximal à la distillation pour la définition du whisky single malt. Le principe de distillation est également défini (distillation discontinue simple) dans le projet de décret et cela ne pose pas de problème à la commission européenne, il semble donc légitime d'encadrer également le TAV maximal. En effet limiter à 88%, le TAV revient à une interdiction de distiller plus de 3 fois l'eau de vie. Le scotch whisky dans sa fiche technique a une approche un peu différente mais convergente puisqu'il définit le matériel de distillation utilisé : le "pot still".</p> <p>Les réserves de la COM, de l'Espagne et de la Slovaquie relatives à la rédaction du texte et demandant un élargissement de la clause de reconnaissance mutuelle pourront être rapidement levées en précisant que l'ensemble du décret ne s'applique qu'aux boissons spiritueuses produites en France.</p> <p>L'indication de la COM "qu'en l'état actuel du droit de l'Union européenne, une boisson spiritueuse ne saurait aucunement bénéficier d'une "appellation d'origine protégée", ni d'une "appellation d'origine contrôlée", concepts non retenus au sein du règlement (CE) n° 110/2018" a été jugée extrêmement préoccupante par la commission boissons spiritueuses qui s'inquiète de cette interprétation du Règlement européen, identique aux remarques présentées oralement par M.EHRARDT lors de la réunion du 30 janvier. Sur ce point, la Commission se félicite de l'attachement du BNIC au concept d'Appellation d'Origine Contrôlée présenté dans le courrier du 23/02/2015 de sa directrice à l'INAO.</p>
Questions diverses	<p>La Commission a été tenue informée des échanges entre la Fédération Française du Brandy (FFB) et l'INAO ainsi qu'avec les autres administrations. La FFB a déposé une demande de reconnaissance en IG qui n'étant pas recevable sur la forme ne peut encore être étudiée. En tout état de cause, à ce stade cette demande si elle est confirmée serait instruite au plan communautaire selon la procédure normale comprenant notamment une procédure d'opposition européenne de 6 mois.</p> <p>La Commission a réitéré qu'une IG d'eau de vie devait au minimum être distillée et vieillie dans l'aire géographique.</p> <p>Les services de l'INAO et les administrations ont rappelé que si les utilisations de noms géographiques ne pouvaient être strictement réservées aux IG et AOC, elles ne devaient en aucun cas être susceptibles de tromper le consommateur.</p> <p>Or un brandy issu d'une eau de vie distillée hors de France à partir de vins étrangers et vieillie même partiellement en dehors de France ne peut porter la mention "brandy français" sans risquer d'abuser le consommateur.</p>

QUI FAIT QUOI

TACHE	QUI ?	POUR QUAND ?
Validation du projet de compte-rendu	PRESIDENT	Dès que possible